

• (9.50 p.m.)

**M. John L. Skoberg (Moose Jaw):** Monsieur l'Orateur, en clôturant le débat ce soir, je n'hésite pas à appuyer la motion présentée par mon parti et qui condamne le gouvernement pour n'avoir pas formulé de politique urbaine au Canada. Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) l'a dit, et le ministre l'a confirmé: le sujet sera probablement débattu à l'automne. Je me demande si les Canadiens qui n'ont pu se procurer des sommes suffisantes pour profiter du programme d'habitation du gouvernement voudront bien attendre jusqu'à l'automne pour se loger.

Ce manque d'organisation dont les députés ont parlé, le Canada ne pourra le subir bien longtemps. Le ministre a déclaré que ce n'est pas d'hier que la question le tourmente. Dans ce cas, pourquoi diable le gouvernement n'a-t-il pas encore mis en place les programmes qui s'imposent. Le ministre nous dit qu'il faut attendre à l'automne avant d'en avoir des nouvelles.

Le ministre a déclaré que ce problème avait fait l'objet de nombreuses études depuis bien des années et je n'en doute pas. Je suis sûr aussi que ces études ne suffisent pas à répondre à la demande actuelle en matière de logements. Le ministre a fait état du nombre de mises en chantier au Canada, mais il reconnaîtra sûrement que seulement 7 p. 100 de ces mises en chantier s'adressent à des personnes disposant d'un faible revenu. C'est à cette catégorie de personnes que nous songeons quand nous parlons d'une politique nationale de l'habitation destinée à satisfaire les besoins de tous les Canadiens, et non seulement ceux de ce petit groupe de gens riches.

Dans le communiqué qu'il a remis à la presse, à l'occasion de ce débat, notre parti a indiqué que nous ne souhaitons pas une approche fragmentaire de ce problème. Aucun de nos députés ne préconise la réduction de quelque programme que ce soit; nous souhaitons plutôt une coordination des efforts en vue de la réalisation d'une politique nationale. Le ministre lui-même, dans le discours qu'il a fait ce soir à la Chambre, s'est prononcé dans ce sens lorsqu'il a déclaré qu'il avait toujours cru à la nécessité d'une politique nationale.

La lecture attentive d'un certain nombre d'études faites au Canada même sur de très petits centres urbains montre que ces études sociologiques sont de la plus grande importance, je dirais même les plus importantes de toutes les études conduites sur la question du logement. Malheureusement, certains économistes négligent les secteurs de notre environ-

nement social où règnent la misère. Je suggère au ministre, par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur, que nous décidions nos professeurs, nos enseignants et nos étudiants de sociologie à analyser les besoins des centres urbains et à vérifier si, par suite de l'approche fragmentaire adoptée par le gouvernement, toute notre société est en train de s'effondrer.

Beaucoup de groupes intéressés par la question ont produit des films illustrant le manque de méthode du gouvernement. Par exemple, dans certains cas de rénovation urbaine, les gens déplacés ne sont même pas au courant des projets du gouvernement ou de ceux qui sont chargés d'effectuer les études à ce sujet. Il y a eu des cas où les gouvernements fédéral et provinciaux et les municipalités se sont entendus pour déloger les gens de quartiers où ils avaient passé toute leur vie, sans s'inquiéter de savoir s'ils le désiraient ou s'ils étaient en mesure de vivre ailleurs. Cela s'est produit dans tout le pays et il n'y a pas de quoi être fiers.

Tant de choses ont été dites sur l'assistance accordée par le gouvernement fédéral aux gouvernements municipaux et provinciaux. Les députés de toutes les régions du pays se rendent compte que même les petits centres urbains sont dans une impasse aujourd'hui en ce qui concerne les investissements et les entrées de capitaux. Quand nous nous arrêtons au poids énorme supporté par les municipalités simplement pour les frais d'éducation, il est bien évident qu'elles ne peuvent s'occuper de rénovation urbaine ou de projets domiciliaires qui donneraient un toit à ceux qui en ont besoin. Comme l'a déclaré le ministre, le gouvernement fédéral accorde des subventions en remplacement d'impôts dans de nombreux secteurs, et c'est vrai dans une certaine mesure. Par ailleurs, aucun gouvernement municipal n'est en mesure de consacrer ses ressources à des projets de rénovation urbaine pour promouvoir le genre d'environnement qui serait nécessaire à nos enfants. Les personnes à revenu fixe n'ont aucune chance de posséder une maison dans de nombreux centres de rénovation urbaine au Canada si elles sont expulsées de leur logement actuel, et c'est pourquoi je me demande si vraiment notre société est une société riche et juste, au sens propre de ces mots.

Le gouvernement comprend, sans doute, qu'il n'est pas prématuré de parler des besoins en logements. Nous en avons besoin aujourd'hui. J'aimerais demander au ministre, avant qu'on ne lève la séance, quels sont ses projets à cet égard, afin que les habitants du pays soient fiers de s'appeler Canadiens et se